

Résumé de la conférence de Nayla AJALTOUNI, *Coordinatrice du collectif « Éthique sur l'étiquette »*

« Vêtements pas chers : oui, mais à quel coût ? »

Spécialiste en économie du développement et des pays du Sud, Nayla Ajaltouni œuvre depuis une quinzaine d'années dans des actions de solidarité internationale et des missions citoyennes. Depuis quelques années, elle coordonne aussi le collectif « Éthique sur l'étiquette ».

LE COLLECTIF EN BREF

Si la mondialisation économique a permis à de nombreux secteurs de diminuer leurs coûts, elle est aussi caractérisée par un grave manque de régulations et de conventions internationales, comme par exemple dans le secteur du textile. En 1995, le collectif fut ainsi fondé parce que de nombreux travailleurs évoluaient dans des conditions déplorables. Aujourd'hui, il rassemble une vingtaine d'associations de solidarité internationale, de syndicats, de mouvements de consommateurs et d'éducation populaire. Ensemble, ils agissent pour la défense des droits humains au travail dans les chaînes mondiales de sous-traitance, et plus particulièrement dans l'industrie de production du textile.

Leur but est que tous les travailleurs - même ceux qui ne sont pas directement rattachés à l'entreprise principale - aient leurs droits fondamentaux respectés. En effet, après des événements comme l'effondrement du Rana Plaza à Dacca, capitale du Bangladesh, leurs conditions de travail ont été dévoilées, mais sans réelle poursuite des vrais responsables : l'accident a été un choc certes, mais pas une surprise pour autant, et c'est pourquoi il est nécessaire d'introduire des potentielles sanctions pour dissuader les marques mises en cause. A travers des actions des membres du groupe, mais aussi par l'interpellation des citoyens qui s'étaient déjà insurgés après l'incident, ou le dialogue avec des députés, le collectif cherche non seulement à renforcer les normes actuelles, mais aussi à sensibiliser aux alternatives de consommation possibles.

N'ACHETEZ SURTOUT PAS CE VÊTEMENT !

Le débat s'est ouvert sur une vidéo de la chaîne YouTube Le Tatou, qui cherchait à expliquer le coût dérisoire de certains textiles, qui ne sont possibles que par l'exploitation et de la planète, et de l'homme. Pour le montrer, ils ont enquêté sur la chaîne de production, de la matière première au produit transformé.

Premier problème : l'argent

La matière première - le coton - est produite en Inde, mais le prix au kilo est si dérisoire (0.51 €/kg) qu'il est impossible aux agriculteurs de vivre dans de bonnes conditions : ils ne peuvent se permettre une seule année sans récolte, et ont donc recours à de nombreux produits chimiques afin de conserver une production pour à peine subvenir aux besoins de leur famille. Les cas de suicides ou de maladies graves sont donc tristement nombreux, et ne font qu'augmenter à mesure qu'ils sont pris en étau entre ceux qui vendent le matériel nécessaire à l'exploitation (plantes OGM stériles, pesticides, ...) et ceux qui achètent le coton au prix le plus bas possible.

En effet, les marques spécialisées dans la production de vêtements low-cost en grande quantité mettent à profit la délocalisation dans les pays de l'Asie du Sud-Est (Bangladesh, Inde, Taiwan pour citer les plus connus) où les conditions de travail sont alarmantes. Alors que ces entreprises cherchent à augmenter leurs bénéfices, il faut qu'elles acceptent de diminuer leurs marges pour mieux payer les travailleurs, ce qui est un droit international fondamental pour l'homme.

Second problème : l'environnement

Les retombées de la production du textile sont nombreuses : à cause de la pousse du coton, ce sont 2 700 litres d'eau qui sont consommés pour un seul T-Shirt, et ainsi près de 4% de l'eau potable qui sont utilisés par l'industrie textile. Mais il faut aussi prendre en compte les étapes de teinture et tous les autres déchets toxiques rejetés pendant la fabrication, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre qui viennent s'ajouter au bilan. Ainsi, le T-Shirt, en plus de son prix de 5 euros, a aussi un prix humain et écologique non négligeables.

Troisième problème : la culture de la fast-fashion

Parce que la fast-fashion est rentrée dans les mœurs, les marques produisent énormément, et donc négocient pour payer à bas coût des gros volumes. A cause de cela, les T-Shirts sont portés en moyenne 35 jours avant d'être remplacés, mais seul 1% est recyclé pour fabriquer d'autres textiles. On arrive alors à des résultats hallucinants, puisque les transports aériens ET maritimes cumulés ont un meilleur bilan carbone que l'industrie du textile

LES SOLUTIONS POUR CHANGER LES CHOSES

Le débat s'est très rapidement orienté sur les solutions disponibles afin d'être plus responsables dans notre consommation. Ainsi, parmi les premières initiatives mentionnées, on peut noter la recherche des labels environnementaux, de textiles en fibres recyclées, ou à base de lin et de chanvre - qui utilisent peu d'eau et d'engrais, et dont la France est le premier pays producteur -, ou la possibilité de faire pression sur les marques via les réseaux sociaux ou via des mouvements de boycott.

Dans ce dernier cas, nous pourrions craindre que cette pression affecte aussi les producteurs, et c'est pourquoi en France, la loi du « devoir de vigilance » a été adoptée en 2017 afin de renforcer les responsabilités des entreprises notamment sur les méthodes de production en amont. Cette loi doit donc permettre de protéger ces travailleurs, et elle vient en complément de la RSE afin que les devoirs sociaux et environnementaux des entreprises prennent le pas sur la recherche du profit. Et si cette loi ne consiste pas en une punition automatique, mais plutôt en une prévention

des risques, il est tout de même possible de saisir une entreprise en justice si elle ne la respecte pas. C'est le cas de Total, qui est le premier cas d'instruction parce que leur plan de vigilance ne faisait pas état d'un projet en Ouganda qui a affecté près de 30 000 communautés. Si manquement il y a, c'est à l'entreprise de vérifier sa chaîne de production et de prendre les mesures nécessaires, ou bien le juge pourra choisir la sanction nécessaire.

Le débat s'est aussi porté sur la méthode de sélection du consommateur. Par exemple, que penser du coton bio, a-t-il un meilleur impact social ? D'après Mme. Ajaltouni, c'est certain dans le cas du coton équitable. En revanche, ce n'est pas un indicateur pour la fabrication du textile en lui-même. C'est pourquoi il faut faire attention à tous les labels, qui sont en majeure partie recensés sur le site de [l'ADEME](#). De même, ce n'est pas parce qu'une marque vend un produit très cher que les travailleurs en début de chaîne sont mieux payés. Ainsi, si le prix est trop bas, il n'y a aucun doute à avoir, mais sinon il faut ou bien se renseigner, ou alors simplement préférer les marques responsables en attendant que les normes soient suffisamment contraignantes, ce qui est en bonne voie grâce au réveil citoyen et politique de ces deux dernières années.

Cependant, nous sommes encore loin d'une relocalisation globale : la France est un pays de service, le Bangladesh un pays qui s'est concentré sur le secteur primaire, il est donc très difficile de faire revenir les industries de production. De plus, qui dit *Made in France* dit vêtement à 50, voire 70 euros, ce qui n'est plus dans les habitudes des consommateurs. Cependant, c'est le prix de la qualité, qui est souvent en étroite lien avec les conditions de travail. Même le *Made in Europe* ou les marques de semi-luxe ne sont pas toujours à préconiser, il existe de nombreuses marques moins connues, mais qui pour le même prix vendent des produits qui ont un meilleur impact social et environnemental !